

## TURQUIE

## Carnage dans un attentat à Ankara

**Au moins 86 personnes ont été tuées samedi à Ankara dans le plus grave attentat jamais commis sur le sol de la Turquie, qui a visé une manifestation pour la paix organisée par l'opposition pro-kurde à trois semaines des élections législatives anticipées.**

A 10h04 locales, deux fortes explosions ont secoué les alentours de la gare centrale d'Ankara, où des milliers de militants venus de toute la Turquie à l'appel de plusieurs syndicats, d'ONG et partis de gauche se rassemblaient pour dénoncer la reprise du conflit entre Ankara et les rebelles kurdes.

Cette double déflagration a transformé l'esplanade en scène de guerre, avec de nombreux corps sans vie jonchant le sol au milieu de bannières «Travail, paix et démocratie», et provoqué la panique dans la foule.

Selon un bilan provisoire rapporté par le ministre de la Santé Mehmet Müezzinoğlu, 86 personnes sont mortes et 186 autres blessées.

Le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a dénoncé une «attaque haineuse contre notre unité et la paix de notre pays» et promis «la réponse la plus forte» contre ses auteurs.

Les autorités turques ont rapidement avancé l'hypothèse d'un attentat.

«Nous soupçonnons qu'il existe un lien terroriste», a confirmé sous couvert de l'anonymat à l'AFP un responsable gouvernemental.

Ces explosions interviennent à trois semaines des élections législatives anticipées du 1<sup>er</sup> novembre, alors que les affrontements font rage entre les forces de sécurité turques et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est à majorité kurde du pays.

La chaîne d'information NTV a diffusé des images vidéo prises par un amateur montrant des groupes de militants chantant et dansant la main dans la main, avant d'être précipités au sol par la violence de la déflagration.

«On a entendu une grosse et une petite explosion et il y a eu un gros mouvement de panique, ensuite nous avons vu des corps qui jonchaient l'esplanade de la gare», a déclaré à l'AFP Ahmet Onen, un retraité de 52 ans qui quittait les lieux avec sa femme.

«Une manifestation destinée à promouvoir la paix a été transformée en massacre, je ne comprends pas», a-t-il ajouté.

Après l'attentat, la police a été contrainte de tirer des coups de feu en l'air pour disperser des manifestants en colère protestant contre la mort de leurs camarades aux cris de

«policiers assassins», a constaté un journaliste de l'AFP.

La chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a appelé samedi la Turquie à «rester unie» contre les «terroristes».

Le Président français François Hollande a condamné une «attaque terroriste odieuse» et son homologue russe Vladimir Poutine a adressé ses condoléances à M. Erdogan.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara John Bass s'est déclaré sur Twitter «horriifié». «Je suis de tout cœur avec les victimes et leurs familles», a-t-il ajouté.

La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré avoir appris cette nouvelle avec «tristesse et consternation», estimant que l'attaque était dirigée contre «les droits civiques, la démocratie et la paix».

Le principal parti pro-kurde de Turquie, qui appelait à la manifestation, a dénoncé un «terrible massacre», mettant en cause le gouvernement. «Nous sommes confrontés à un Etat meurtrier qui s'est transformé



Des secouristes interviennent sur les lieux du double attentat.

en mafia», a réagi le chef de file du Parti démocratique des peuples (HDP), Selahattin Demirtas.

Le ministre de l'Intérieur Selami Altinok a démenti toute «faiblesse du service de sécurité» prévu pour la manifestation et assuré qu'il ne démissionnerait pas.

«C'est comme à Suruç», a commenté à l'AFP un témoin, Sahin Bulut, membre de l'Association des ingénieurs

d'Istanbul venu participer à la manifestation. Le 20 juillet dernier, un attentat suicide attribué au groupe terroriste Etat islamique (Daesh) avait fait 32 morts parmi des militants de la cause pro-kurde dans la ville de Suruç, toute proche de la frontière syrienne. Dans la foulée de cette attaque, les affrontements ont repris entre l'armée et la police turques et les rebelles du PKK, qui ont fait voler en éclats un fragile cessez-le-feu qui

tenait depuis mars 2013.

Plus de 150 policiers ou soldats ont été tués depuis dans des attentats attribués au PKK, alors que les autorités turques affirment avoir «éliminé» plus de 2 000 membres du groupe rebelle lors de leurs opérations de représailles. Sans en faire mention, le PKK a annoncé samedi quelques heures après l'attentat d'Ankara la suspension de ses activités avant les élections.

«Notre mouvement a décrété une période d'inactivité pour nos forces de guérilla, sauf si nos militants et nos forces de guérilla étaient attaqués», a publié sur son site internet l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), l'organisation qui chapeaute les mouvements rebelles kurdes.

«Nous ne ferons rien qui peut empêcher une élection équitable», a ajouté le mouvement.

Lors du scrutin législatif du 7 juin dernier, le parti du Président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a perdu la majorité absolue qu'il détenait depuis treize ans au Parlement, notamment en raison du bon score réalisé par le HDP.

Après l'échec des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition, il a convoqué des élections anticipées pour le 1<sup>er</sup> novembre.

## SYRIE

## L'armée avance dans le centre grâce aux bombardements massifs russes

**Les forces armées syriennes avançaient hier dans la province centrale de Hama grâce aux bombardements massifs de l'aviation russe, qui a effectué plus de 50 frappes en 24 heures.**

Les combats étaient également violents dans la région de Lattaquié (ouest), fief du régime de Bachar al-Assad.

Tandis que, près d'Alep, la grande ville du nord, ce sont les rebelles islamistes qui ont lancé une contre-attaque pour reprendre le terrain perdu la veille lors d'une offensive éclair du groupe Etat islamique (Daesh).

Au onzième jour de son intervention, l'armée russe a affirmé avoir effectué 64 sorties en 24 heures et frappé 55 cibles de Daesh, poursuivant ainsi l'intensification de ses bombardements entamés la veille. Ces bombardements soutiennent l'armée syrienne qui, avec les milices pro-régime, s'est emparée de la localité d'Atchane dans la province de Hama, a annoncé la télévision officielle. Des combats faisaient rage pour la conquête des collines de Sukayk, mitoyennes au village, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Si l'armée réussissait à prendre ces hau-

teurs, cela lui ouvrirait la route vers Khan Cheikhoun, une ville aux mains des rebelles depuis mai 2014, sur la route nationale entre Damas et Alep. Par ailleurs, selon l'OSDH, de violents accrochages opposaient l'Armée de la conquête, qui réunit les groupes islamistes et le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, soutenue par l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, aux forces régulières, pour le contrôle de hauteurs stratégiques dans le nord-est de la province de Lattaquié.

Le ministère russe de la Défense a précisé que les 55 frappes avaient visé les provinces de Damas, Alep, Hama, Raqa et Idleb, détruisant 29 camps d'entraînement des terroristes, 23 positions défensives, deux centres de commandement et un dépôt de munitions.

Dans le même temps, la coalition conduite par les Etats-Unis a annoncé avoir mené cinq frappes contre des positions de Daesh en Syrie et 20 autres en Irak. A proximité d'Alep, des groupes islamistes anti-Daesh, dont le puissant Ahrar al-Cham, ont repris dans la nuit le village de Tall Soussine et des combats se déroulaient pour le contrôle de Tall Qrah. Ces deux localités au nord d'Alep sont situées sur une route stratégique pour les rebelles car elle conduit vers la Turquie, l'un de

leur principal allié. Daesh avait réussi vendredi à avancer en quelques heures jusqu'à une dizaine de kilomètres de la périphérie nord de la grande ville et à 3km de la zone industrielle de Cheikh Najjar, aux mains du régime.

Les terroristes du groupe ultra-radical ont profité des frappes russes qui ciblent en priorité la coalition regroupant le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, et ses alliés islamistes.

Des dizaines de terroristes des deux camps ont trouvé la mort au cours des combats, selon l'OSDH. Dans la même province, l'ONG a fait état de violents combats entre les forces régulières et Daesh autour de l'aéroport militaire de Kweires, assiégé par les terroristes depuis mai. Les soldats et miliciens pro-régime attaquaient le groupe intégriste dans plusieurs villages autour de cette base pour desserrer l'étau.

Par ailleurs, une puissante explosion a détruit hier dans la localité d'al-Bab, place forte de l'EI au nord d'Alep, un dépôt de munitions et une fabrique d'armes appartenant aux terroristes. L'origine n'a pas encore été déterminée mais des avions survolaient la ville au moment de la déflagration, a précisé l'ONG basée à Londres et proche de l'opposition.

## ALLEMAGNE

## Grande manifestation à Berlin contre les projets de libre-échange UE-États-Unis-Canada

**Entre 100 000 et 250 000 manifestants ont défilé hier dans les rues de Berlin pour protester contre le projet d'accord de libre-échange TTIP actuellement en discussion entre l'Union européenne et les Etats-Unis, ainsi que celui entre l'UE et le Canada (Ceta).**

Répondant à l'appel de plusieurs partis politiques, organisations syndicales, environnementales, altermondialistes et de défense des consommateurs, 250 000 personnes ont pris part à ce rassemblement, selon les organisateurs, soit nettement plus que les 50 000 à 100 000 participants attendus.

La police, qui avait mobilisé un millier de fonctionnaires dans la capitale allemande, a

elle recensé «presque 100 000» manifestants lors de cette marche, qui s'est déroulée sous un ciel bleu et ensoleillé.

Cet afflux de participants a contraint les autorités berlinoises à suspendre temporairement le trafic ferroviaire autour de la gare centrale, lieu d'où est parti le cortège vers 9h00 GMT pour suivre un parcours dans le centre-ville jusque vers 13h00 GMT. Aucun incident n'était signalé en milieu d'après-midi.

«Jamais auparavant en Europe autant de gens ne sont descendus dans la rue sur ce sujet», s'est félicité hier la confédération syndicale allemande DGB, l'une des organisations à l'origine de cette journée d'action dont le mot d'ordre était «stop au TTIP et au Ceta».

Pour permettre aux participants de rallier Berlin, plusieurs trains spéciaux et plus de 600

bus en provenance de toute l'Allemagne avaient été affrétés. Principale cible des manifestants : l'accord TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership, en français Tafta), dont le prochain round de négociations doit avoir lieu fin octobre à Miami (Floride), et qui vise à supprimer les barrières douanières et réglementaires entre les Etats-Unis et l'Europe.

Un accord similaire, le Ceta (Accord économique et commercial global), est en discussion entre l'UE et le Canada. Leurs opposants redoutent que ces traités, s'ils sont ratifiés, ne débouchent sur une déréglementation généralisée et un recul du champ d'action des gouvernements.

Dans le cortège, de nombreux participants étaient déguisés, tandis que certains portaient des fleurs dans les cheveux, a rapporté une

journaliste de l'AFP. Sur les pancartes, on pouvait lire des slogans tels que «Stop TTIP», «Liberté d'action démocratique plutôt que TTIP», «le TTIP n'est pas le bon bateau» et «le TTIP signe le naufrage climatique».

«Nous sommes là car nous ne voulons pas laisser l'avenir aux marchés, mais au contraire nous voulons sauver la démocratie», a déclaré à la foule Michael Müller, président de l'organisation écologiste NaturFreunde Deutschlands.

En négociation depuis 2013, l'accord commercial Etats-Unis-Europe serait, s'il voit le jour, le plus vaste au monde. Les deux parties voudraient aboutir avant la fin du mandat du président Barack Obama l'an prochain, mais les obstacles sont nombreux, notamment l'opinion publique de certains pays européens, dont l'Allemagne.